

Economie Solidaire : le souffle des nouvelles tendances de développement territorial au Brésil

Grazielle Betina Brandt¹

Résumé :

La réalité économique et sociale du Brésil est marquée par la diversité et par les contrastes. Les études en économie solidaire au Brésil se sont accentuées ces dernières années en fonction de cette réalité différenciée, en apportant des réflexions de diverses disciplines du savoir. Nous percevons que la réalité de l'économie solidaire actuelle est plus dynamique dans certaines régions que dans d'autres. Les sujets engagés dans la construction de l'économie solidaire au pays sont divers et de nouveaux propos émergent tout le temps ce qui cause des expériences qui sont encore embryonnaires. À partir de l'analyse secondaire des données du SIES - Système National d'Information en Économie Solidaire – (2005), nous présenterons une contextualisation générale de la réalité des entreprises solidaires au Brésil. Après avoir pris connaissance des données, nous cherchons à comprendre les principaux défis et obstacles rencontrés par les entreprises solidaires au Brésil.

1 – Le Brésil: faible développement de l'État providentiel

Le paradigme du développement établi au Brésil après la période après-guerre, et qui a joué un rôle de force motrice dans les trois décennies suivantes, se basait sur la prémisse que pour un véritable développement, ses régions devraient nécessairement être intégrées aux marchés capitalistes nationaux et internationaux. En effet, cette intégration paraît être une condition minimale pour que la région puisse être considérée comme « développée ».

Pendant les années cinquante, le Brésil a eu un processus de développement de l'industrie lourde et la décennie suivante, on assiste donc à un contexte d'urbanisation intense et un problème lancinant du phénomène de la migration rurale-urbaine qui rend les inégalités de plus en plus visibles. Ensuite, dans la décennie 70, ceux impliqués dans la formulation de la politique économique reconnaissent que la concentration régionale du développement économique était une question à être considérée et ils ont lancé les politiques nationales de développement. (Mattos, 1998).

Les politiques nationales de développement mises en oeuvre au pays ont fait augmenter les abîmes sociaux et économiques existants dans les diverses régions et au côté du protagoniste « homo economicus » apparaît le « homo miserabilis ». Les principaux problèmes qui se sont intensifiés au Brésil à partir de la décennie 1980

¹ Étudiante au doctorat en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) avec bourse d'études de la CAPES (Fondation du Ministère de l'Éducation et Culture du Brésil).

figurent entre la différence de croissance du PIB entre les régions ; taux d'inflation et d'intérêt élevés ; l'augmentation du chômage et du travail noir, ainsi que de sérieux problèmes de distribution inadéquate de la rente et de la richesse. Cette période voit aussi des problèmes qui s'aggravent dans le secteur agricole, de l'habitation, de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

Comme le note Dowbor (2001, p. 198), il s'agit d'une période où « les uns s'inquiètent avec le taux du PIB (Produit Intérieur Brut) et les autres apportent le band-aid pour les victimes du processus ». En conséquence, la décennie 80 a été marquée par un effort de réorganisation économique importante et par un intense rajustement social et politique.

En effet, il est possible de percevoir très nettement que l'histoire de développement du Brésil est marquée par une diversité du déséquilibre inter et intra régionale, vérifiée, surtout dans les contextes économiques et sociaux.

Dans son ample étude sur les disparités économiques entre la région nord-est et le centre sud du Brésil, Diniz (2001, p. 5) souligne les résultats suivants "les ressources privées visaient des investissements productifs dans la région centre-sud et les ressources publiques qui entraient au Nord-est étaient fondamentalement pour l'assistance aux démunis, pour les sécheresses et donc ne créaient pas de capacité productive ». Cette étude montre les difficultés du nord-est à affirmer sa performance économique, tandis que des perspectives inédites d'ascension économique apparaissaient dans le sud du Brésil. Cette réalité a forgé le développement de politiques régionales d'incitation fiscale dans la région nord-est, qui prévaut encore aujourd'hui.

Dans les régions nord et nord-est du Brésil, les ressources des programmes et des politiques de régénération notamment en faveur des populations pauvres proviennent essentiellement de fonds de développement de l'Amazonie, fonds de développement du Nord-est et de divers programmes de développement régional liés à la Banque nationale pour le Développement économique et social (BNDS), lancés avec l'aide du Fonds d'Impulsion Sociale (Paiva, 2001).

Pendant la dernière décennie, le Brésil a accompli d'importants progrès en ce qui concerne son processus de structuration des activités d'économie solidaire. Le développement de la dynamique d'économie solidaire a pris de l'ampleur avec la transition du régime militaire vers le régime démocratique.

D'un côté, comme le disent Eid et Pimentel (1999), les initiatives isolées ont donné place à une réalité qui se développe et se dynamise, en motivant l'action d'entités de classes et de politiques publiques dans le champ populaire, orientées vers une économie alternative concrète qui est en processus de gestation.

D'un autre côté, França Filho (2005, p.83) souligne qu'il faut reconnaître que beaucoup d'entreprises d'économie solidaire apparaissent pour offrir un revenu aux habitants des périphéries pauvres des grandes villes brésiliennes, ainsi que de diverses

zones rurales. Nous constatons que le contexte de pauvreté et de l'exclusion sociale a marqué intensément les activités d'économie sociale au Brésil.

Néanmoins, en ayant comme base le contexte historique de la réalité brésilienne, nous voyons que le vecteur de lutte contre la pauvreté exposé est important, mais ne doit pas être le seul à être identifié. Nous pouvons aussi mettre en évidence les activités qui ont pour objectif de réduire les inégalités régionales.

Dans ce sens, nous percevons que diverses régions du Brésil qui affrontent de nombreuses difficultés cherchent à créer un environnement, à travers l'économie solidaire, et cela rend possibles la transformation et l'innovation sociale du pays. Le Brésil est un pays avec des valeurs communautaires mais qui saute à pieds joints dans l'économie occidentale.

2 – Le contexte de l'économie solidaire au Brésil

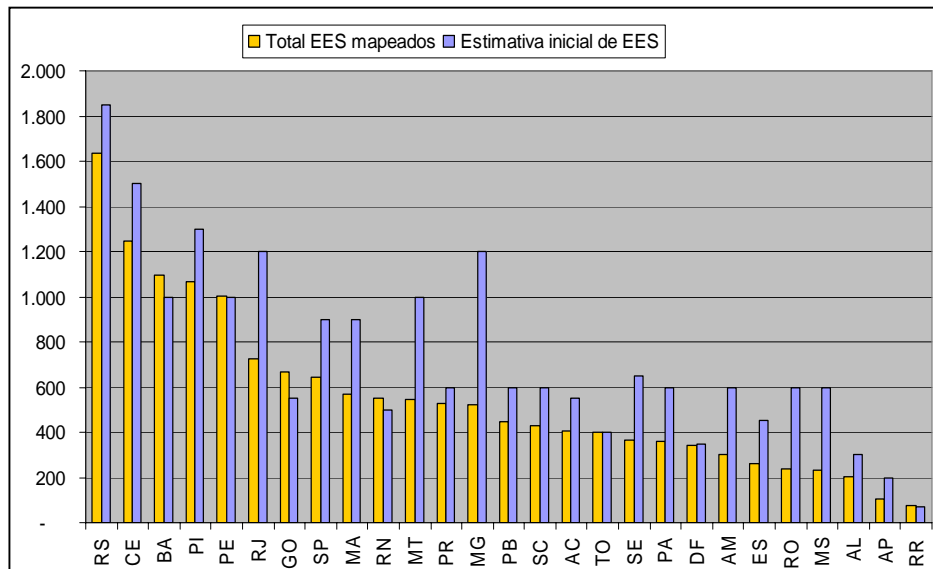
Analyser les activités d'économie solidaire développées dans les différentes régions du Brésil à travers les données secondaires n'est pas une tâche facile, vu que « les profondes différences régionales qui existent au pays rendent difficile un regard complet et homogène sur cette réalité » (França Filho, 2005, p. 75). En effet, les études en économie solidaire au Brésil se sont accentuées ces dernières années en fonction de cette réalité différenciée, parfois contrastante, en apportant des réflexions de diverses disciplines.

Tout d'abord, pour faire l'analyse secondaire des données du SIES (2005), il s'avère nécessaire d'explicitier la méthodologie et la consistance de ces données, qui ont eu comme objectif premier le registre des informations sur les entreprises économiques solidaires au Brésil. Selon Gaiger (2006), la première phase de la recherche consistait à recenser les organisations. D'après ce listage, ils ont identifié 20.070 entreprises de l'économie solidaire dans le pays. La seconde phase a été marquée par la cartographie de ces institutions, où nous voyons que 14.954 (75%) des entreprises de l'économie solidaire ont participé de la recherche, dans 27 États du pays. De plus, nous observons que les régions avec la plus grande contribution sont le nord-est et le sud du pays.

La recherche a été réalisée à travers un formulaire divisé dans des axes thématiques et d'utilisation implicite (non systématique) d'indicateurs. Les questions d'opinion et d'attitude ont été délibérément écartées du champ de l'enquête (Gaiger, 2006).

Nous sommes conscients que pour une meilleure analyse de la recherche, il convient également d'utiliser une méthodologie qualitative. Le manque de données d'une analyse plus qualitative limite les interprétations plus fiables en ce qui concerne la situation d'économie solidaire au Brésil. Ainsi, les analyses des données secondaires et des questionnements seront complétées par des expériences partagées par des chercheurs et des acteurs impliqués dans le milieu

2.1- Cartographie par État



Source : Gaiger (2006)

Nous percevons que dans la région du Rio Grande Do Sul, située dans le sud du Brésil, concentrent un plus grand nombre d'entreprises solidaires parmi les États brésiliens, et viennent ensuite les États du Ceara (situé au nord de la région Nord-Est et selon l' IBGE (2005), qui compte une population d'environ 8 097 276 habitants) et de la Bahia (sud de là Région Nord-Est, sur la côte Atlantique, 13.815.334 avec habitants (Source IBGE - Estimation de 2005).

D'autre part, nous remarquons que l'État de São Paulo (situé dans le sud-est du pays), où se localise la plus grande ville du Brésil, se retrouve en huitième position entre les États brésiliens en nombre d'entreprises solidaires. Les deux dernières places sont occupées par les États de l'Amapá et du Roraima (situés sur la côte à l'extrême nord du pays). Le Roraima a le plus bas PIB du pays et 70% du territoire a été délimité comme territoire indigène ou comme secteur de conservation environnementale. Sa population actuelle compte environ 400 mille habitants. Tandis que l'Amapá devient un État seulement lors de la nouvelle constitution brésilienne en 1988.

Dans le cas du Brésil, l'analyse interrégionale doit prendre en considération la densité démographique de la région. Les occupants des deux dernières places sont des États récents et ne possèdent qu'une très faible population. On peu admettre que le portrait de l'économie solidaire au Brésil est multiple et le cas de São Paulo démontre que la densité géographique est importante, mais pas déterminante. Cet État brésilien qui compte une population d'environ 40 millions d'habitants (IBGE, 2005) et qui se retrouve en huitième position et les États avec une faible densité démographique accueillent le double d'entreprises d'économie solidaire.

En outre, pour entreprendre une analyse plus approfondie, il faut prendre en considération la réalité spécifique de chaque région et également, comme le constate Favreau (2002), les « coûts et les bénéfices immatériels » des ces communautés. Dans le cas du Roraima, nous voyons que les communautés traditionnelles peinent à s'insérer dans les activités d'économie solidaire dû au manque de reconnaissance et de valorisation des pratiques traditionnelles (les indigènes, les pêcheurs artisanaux, les quilombolas et les terreiros) et de plus par les difficultés de promotion de leurs droits territoriaux et d'accès aux espaces démocratiques.

Par ailleurs, l'État du Rio Grande do Sul a été un des premiers États à ouvrir des espaces démocratiques. L'expérience de démocratie locale autour du budget participatif, ainsi que les activités du Forum social mondial l'ont qualifié comme l'État avec un plus grand nombre d'entreprises solidaires.

L'expérience du Rio Grande do Sul démontre possiblement que l'économie solidaire a besoin d'espaces démocratiques pour prospérer. Cet État a réussi à élargir ses bases démocratiques contrairement à beaucoup d'autres communautés traditionnelles de diverses régions du Brésil qui n'ont pas eu d'occasions suffisantes pour réaliser leurs engagements dans l'élaboration de leurs stratégies de développement.

2.2- Les activités économiques développées

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	TOTAL	%
AGRICULTURE, ÉLEVAGE DU BÉTAIL, PÊCHE ET EXTRACTIVISME	9596	64%
PRESTATION DE SERVICES (DIVERS SECTEURS)	2158	14%
ALIMENTS (PRODUCTION, TRANSFORMATION ET SERVICES)	1880	13%
TEXTILES, CONFECTIONS ET CHAUSSURES	1854	12%
L'ARTISANAT EN GÉNÉRAL	1288	9%
L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION	892	6%
COLLECTE ET RECYCLAGE	625	4%
FINANCES	349	2%

*Le total des pourcentages par colonne ne donne pas 100% car les répondants pouvaient sélectionner plus d'un secteur.

La majorité des activités d'économie solidaire (64%) au Brésil sont insérées dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage du bétail, la pêche et l'extractivisme. Les activités développées ont une relation directe avec le secteur d'activités des entreprises, vu que 50% des entreprises se trouvent dans le milieu agricole, en comparaison à 33% développées en milieu urbain et 17% dans les milieux ruraux-urbains (Gaiger, 2006).

Selon l'IBGE - Institut Brésilien de Géographie et de Statistique (2000), le Brésil s'est classé à la fin du siècle XX comme un pays urbain : en 2000 la population urbaine a dépassé 2/3 de la population totale. Le pays compte aujourd'hui 169.799.170 d'habitants, dont 137.953.959 habitants dans la zone urbaine (81.25%) et 31.845.211 habitants dans la zone agricole (18.75%).

Ainsi, comment pouvons-nous expliquer l'ambivalence constatée? Dans un pays essentiellement urbain, le nombre d'entreprises solidaires est relativement supérieur dans le milieu rural.

La discussion de Wanderley (1999, p. 39) nous semble appropriée à nos réflexions en inférant que « l'histoire du milieu rural au Brésil peut être définie comme l'expérience de luttes pour un espace propre dans l'économie et dans la société. »

Pour les diverses communautés du milieu agricole l'insertion dans l'actuel modèle social capitaliste n'est pas toujours facile et il se produit des ruptures et des redéfinitions entre les notions de famille, de terre et de travail. Dans ce contexte, les agriculteurs brésiliens trouvent dans les activités d'économie solidaire l'exercice d'une nouvelle forme d'économie qui ne modifie pas de façon drastique les relations et surtout les valeurs familiales.

Nous percevons que la solidarité familiale suppose un rôle important, pas uniquement au niveau du règlement des relations sociales dans l'*ingroup*, mais également comme moyen d'assurer les réseaux d'aide communautaire. Comme le démontre Demoustier (2001, p. 165), « en milieu rural, la pluriactivité, la visibilité de la transversalité des questions, l'identité autour du pays, la taille des territoires permettent la mobilisation d'une grande variété d'acteurs ».

Néanmoins, établir une discussion entre les frontières des espaces urbains et ruraux au Brésil n'est pas toujours facile. Pour Veiga, professeur de l'Université de São Paulo (USP), les problèmes de définition entre le rural et l'urbain se trouvent dans la méthodologie appliquée pour classer et compter la population brésilienne. Tous les sièges des villes et des districts (villages) sont classés comme urbains, indépendamment de leurs caractéristiques. En conséquence, dans les statistiques officielles, les villes avec peu d'habitants ont le même poids que des métropoles. (Rapport de la CEE, 2006).

Nous observons l'existence de diverses caractéristiques dichotomiques entre le rural et l'urbain au Brésil (professionnelles, densité démographique, environnementales, économiques, entre autres). Néanmoins, en ce qui concerne l'économie solidaire, nous constatons que le tissu urbain montre une forte influence de la vie agraire. Beaucoup de

migrants du milieu rural sont incorporés par les périphéries du milieu urbain dans diverses métropoles brésiliennes.

Reis (2006) infère que les communautés du milieu rural tendent à acquérir des caractéristiques semblables, du fait qu'elles souffrent de problèmes similaires, liés surtout à l'intense division du travail. Dans le milieu urbain, comme observe Demostier (2001), il y a une plus grande segmentation des activités et des groupes sociaux, mais les problèmes communs qui touchent les grands centres font que ces groupes souffrent également de problèmes semblables et créent des alternatives collectives pour répondre à leurs besoins.

De plus, en ce qui concerne les activités économiques, le secteur de prestation de services occupe la seconde place dans le tableau, bien que cette différence ne soit pas expressive en relation aux activités liées à l'alimentation et au secteur textile, placées respectivement à la troisième et quatrième place. Face aux défis pour assurer la viabilité économique, le secteur de prestation de services peut avoir un processus d'ascension dans les prochaines années, car il demande en général, très peu d'investissement. Pour cette raison, nous constatons une augmentation du nombre d'entités qui apportent appui et soutien à l'Économie Solidaire, tout en soulignant l'existence de fragilités structurelles dans le processus de construction de l'économie solidaire. D'après Singer (2006, p. 39) « l'économie sociale est une forme de développement fragile, exactement parce qu'elle provient des endroits défavorisés et des communautés urbaines et rurales pauvres. Sa fragilité vient du fait que ce type de développement n'a pas accès au capital et au marché, parce que le marché des ces communautés est limité par sa propre pauvreté ».

2.3- Le statut juridique des entreprises

STATUT JURIDIQUE	TOTAL	%
ASSOCIATION	8151	54,5
GROUPES INFORMELS	4890	32,7
COOPÉRATIVES	1604	10,7
SOCIÉTÉ MARCHANDE	195	1,3
AUTRES	114	0,8
TOTAL	14954	100

La plupart des organisations se distinguent par leur caractère associatif. Selon França Filho (2005), dans le cas du Brésil, c'est à travers l'organisation associative que les acteurs construisent des formes nouvelles de l'offre et de la demande à l'intérieur d'un certain territoire d'appartenance, par exemple, le quartier. Néanmoins, au côté des associations apparaissent les groupes informels. Selon « L'Atlas de l'économie solidaire au Brésil (2005) », bien que le nombre d'associations soit encore plus grand, nous

percevons, ces dernières années, la croissance de l'économie solidaire à partir des groupes informels au Brésil. Comme observe Laville (2002) « les associés vaillants, dévoués de corps et d'âme sont substitués par les groupes informels » .

Ainsi, selon Nunes (2005, p.137), la majorité de la population brésilienne qui a besoin de l'économie solidaire est issue du secteur informel. Nunes (2005, p. 138) observe également que le secteur informel est fortement enraciné dans l'histoire de la réalité brésilienne, surtout par ses effets d'exclusion de la main-d'œuvre nationale au marché du travail formel.

Au Brésil, la vaste majorité de personnes qui vivent du secteur informel étaient considérées marginalisées du système. Face à sa rapide croissance, l'économie informelle serait-elle une vertu à être potentialisée par l'économie solidaire ? Ou serait-elle seulement une nécessité liée à la lutte pour la vie face aux difficultés trouvées dans le marché formel ?

Selon l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique IBGE (2005), dans sa recherche sur « le profil de l'économie informelle » le secteur informel est caractérisé par des unités économiques de production de travailleurs indépendants et d'employeurs comptant jusqu'à cinq employés.

Grosso modo, en ce qui concerne l'économie informelle au Brésil, les " ambulantes " ou les marchands ambulants délimitent fortement cette forme d'économie dans les secteurs populaires. Il y a des activités qui vont de la production d'aliments jusqu'à la construction civile.

Kraychete (2002, p. 060) observe que même si la dénomination d'économie des secteurs populaires ne se confond pas et se réduit au contexte du secteur informel, la référence au même se justifie dans la mesure où la rationalité économique des entreprises est subordonnée à la logique de la reproduction de la vie familiale, des entreprises populaires qui ne peuvent pas exempter les fils et conjoints qui gravitent dans leur entourage.

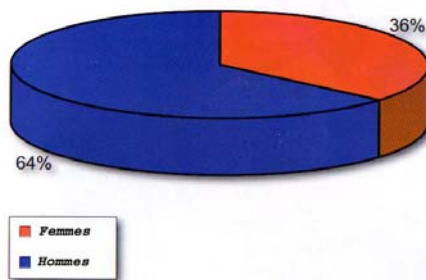
Dans son étude sur les pratiques innovatrices en matière d'économie populaire et solidaire dans l'Amérique latine, Favreau (2002) met en évidence que beaucoup des activités d'économie solidaire dans les pays du sud se sont engagées au sein de l'économie informelle.

Les marchands ambulants perturbent les activités du commerce au Brésil et dans diverses villes brésiennes les ambulantes sont poursuivies par les autorités municipales (Kraychete, 2002). Cette réalité de l'économie informelle dans divers pays du Sud nous rappelle les commentaires de Polanyi (1983) qui affirmait dès 1983 qu'il y aurait une économie de marché qui tourne par elle-même dans une marge inférieure et extensive de l'économie, constituée par des unités indépendantes et responsables d'un volume significatif d'échanges de biens et services. L'activité productive elle-même estime la division du travail et, donc l'existence des échanges.

Le secteur informel est un moyen de surmonter les crises et les problèmes produits par le secteur formel. Certaines de ces activités sont soutenues par une logique de réponse aux besoins, et d'autres par les logiques économiques criminalisées, par exemple, celles vérifiées dans les « favelas » du Rio de Janeiro. De toute façon, l'économie informelle apparaît pour atténuer les impacts inégaux produits par le capitalisme néo-libéral et aussi pour essayer d'insérer la population brésilienne en difficulté, dans un système qui puisse couvrir leurs nécessités de subsistance.

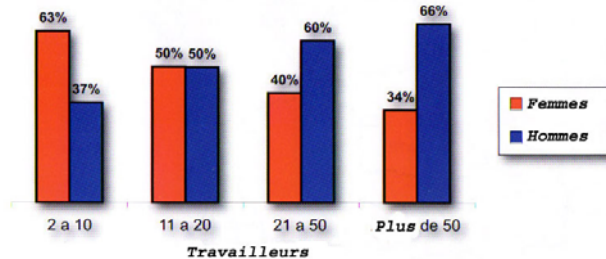
2.9- Participation des hommes et des femmes aux entreprises d'économie solidaire

Participation des hommes et des femmes aux EES



En ce qui concerne la participation selon le sexe dans les entreprises d'économie solidaire, nous remarquons que la participation des hommes est plus importante que celle des femmes. Au Brésil, dans un contexte culturel plus large, la vie publique et la participation politique ont toujours été vues comme un espace où les hommes se sentent plus à l'aise. L'histoire du Brésil est marquée par rapport aux inégalités entre hommes et femmes.

Participations des hommes et des femmes selon la dimension de l'entreprise



Toutefois, quand nous observons le niveau de participation des femmes selon la dimension de l'entreprise, nous notons que plus l'entreprise est petite, plus la participation de femmes augmente. Selon ce fait, nous pouvons conclure que les femmes ont une participation plus importante quand les entreprises se restreignent à leur quartier, car elles possèdent la connaissance sur place des problèmes et des exigences afférents à leur quartier. À mesure que les entreprises se développent, elles n'ont qu'un faible

potentiel d'organisation et de mobilisation autour de l'affirmation et de la défense de leurs intérêts.

Favreau (2002, p.121) démontre dans son étude avec quelques pays de l'Amérique latine que l'expérience des cuisines collectives ont renforcé la solidarité et le pouvoir entre les femmes dans le contexte de l'économie solidaire. Dans le cas du Brésil, nous percevons que le mouvement des femmes dans l'économie solidaire possède également une base territoriale et que la participation des femmes est visible dans des activités liées à l'alimentation, la nutrition, l'hygiène, la santé (travail dans les cliniques communautaires et pharmacies populaires) et l'éducation (groupes d'alphabétisation et centres de formation populaire, etc.).

Concernant le rapport entre les femmes et les hommes dans le mouvement de l'économie solidaire au Brésil nous nous interrogeons à savoir : Est-ce que les femmes rencontrent des difficultés en raison des inégalités dans l'exercice de leur potentialité ou créent-elles une forme de résistances territoriales pour conserver leur solidarité communautaire.

Sur la foi de Guérin (2005, p. 15) dans de nombreux pays, elles n'ont toujours pas le droit de posséder un terrain, de gérer une propriété et de diriger une entreprise. Dans divers pays du sud, comme le fait remarquer Guérin (2005) leurs droits fondamentaux en matière de propriété, de santé, d'éducation et d'activités génératrices de revenus peinent à voir le jour, de telles initiatives sont vraisemblablement le seul moyen d'y parvenir.

Actuellement, avec l'élargissement des espaces participatifs, les inégalités politiques entre les femmes et les hommes commencent à être moins évidentes. En ayant comme source d'inspiration l'étude de Beaudry et Dionne (1995) sur la permanence des communautés contre la mobilité en réseaux, nous pouvons affirmer que les femmes peuvent, même de façon intrinsèque, poursuivre dans ce sens. Favreau (2002) a étudié la capacité des femmes dans l'Amérique latine de créer un enracinement sur le territoire à mesure qu'elles connaissent les particularités de leur quartier. Ainsi, en connaissant ces particularités elles peuvent élaborer un diagnostic précis sur leur communauté, qui va leur permettre d'évaluer la fragmentation par rapport cette forme d'organisation.

3- Les nombreuses facettes de l'économie solidaire: points forts et difficultés au Brésil

Les données présentées sur la situation actuelle des entreprises solidaires au Brésil démontrent les difficultés, mais aussi les innovations adoptées dans le secteur de l'économie sociale. Les informations de SIES (Système National d'Économie Solidaire) ont permis de créer des « Atlas » de l'économie solidaire au pays et cela a entraîné un processus de mobilisation nationale pour une meilleure connaissance de la situation générale de l'économie solidaire dans tout le territoire brésilien.

La réalité économique et sociale du Brésil est marquée par la diversité et par les contrastes. Et nous percevons à travers l'analyse des données que l'économie sociale elle aussi est en harmonie avec cette réalité.

L'analyse par État démontre que les activités d'économie solidaire ne sont pas homogènes et parfois contrastantes dans diverses régions du pays. Nous observons que dans quelques États brésiliens pauvres, comme Roraima et Amapa, avec l'IDH - municipal et le PIB au-dessous de la moyenne, il y a un nombre limité d'entreprises. Dans la région nord-est, qui est identifiée comme pauvre également, nous percevons un nombre d'entreprises plus élevé que dans l'État de São Paulo. D'autre part, nous voyons que pour le cas du Rio Grande Do Sul, son expérience de démocratie locale autour du budget participatif, ainsi que les activités du Forum social mondial l'ont qualifié comme l'État avec un plus grand nombre d'entreprises solidaires.

La même analyse nous montre que les facteurs de caractères culturel et historique doivent être pris en compte pour le développement de l'économie solidaire dans les pays. La richesse immatérielle (le capital social et la gouvernance locale) existante dans beaucoup de régions, peut se révéler comme une stratégie « d'empowerment » des communautés, et en outre, contribuer à la construction des espaces démocratiques qui vont constituer un champ fertile pour l'économie solidaire.

Ainsi, les organisations gouvernementales, les ONGS, les universités, et les organisations autonomes cherchent à identifier les potentialités socio-économiques, culturelles, ethniques présentes dans la diversité du pays et qui peuvent contribuer à la diffusion des activités d'économie solidaire.

Pour une meilleure compréhension des dynamiques immatérielles, cela a entraîné la création des laboratoires de systématisation et de diffusion de méthodologies d'incubation de technologies sociales appropriées à l'économie solidaire dans diverses universités au pays. D'autre part, ces incubateurs sociaux visent à tisser des liens de confiance entre les divers sujets qui forment les réseaux solidaires dans les pays.

En ce qui concerne les activités économiques des entreprises, dans un Brésil considéré essentiellement urbain (définition statistique qui produit des discussions contradictoires au pays) les principales activités s'appuient sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage du bétail et de l'extractivisme.

D'autre part, les groupes informels grandissent dans les pays et face aux difficultés de financement des activités, le secteur des services devient le choix des entrepreneurs. Les difficultés dans la commercialisation des produits et des services rendent difficiles les stratégies de survie des compagnies et les partenariats entre société civile. L'État et le secteur privé deviennent une stratégie importante pour assurer la pérennité des entreprises.

Au Brésil, les expériences qui valorisent la participation des femmes dans les entreprises d'économie solidaire n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements et le Forum

d'Économie solidaire encourage la participation des femmes dans des activités, et ont pour but d'aplanir les inégalités existantes et en même temps valoriser le savoir-faire des femmes.

Il existe encore beaucoup de faiblesse dans les politiques qui concernent les communautés locales (indigènes, quilombolas, etc.), et les ressources gouvernementales pour développer des programmes locaux sont encore insuffisantes.

Nous percevons que les politiques nationales vont l'emporter sur les politiques municipales et de l'État, et nous constatons un déséquilibre dans la division des ressources par les États. L'appareil de l'État brésilien doit donc se métamorphoser afin d'assurer le développement de l'économie solidaire.

Beaucoup de situations ont besoin d'être peaufinées au Brésil en ce qui concerne l'économie solidaire, que se soit dans les relation politiques de soutien à l'économie solidaire, la reconnaissance de groupes sociaux historiquement organisés, ou du renforcement des stratégies qui encourage la création d'entreprises solidaires.

Nous pouvons conclure que la recherche qui a donné lieu à cette analyse ne tient compte que des entreprises économiques solidaires comprises dans le système d'informations. Il existe dans les petites communautés isolées des entreprises qui n'ont pas été envisagées dans cette analyse. Nous considérons notre travail comme étant un portrait partiel de la réalité alors que beaucoup des variables n'ont pas été prises en considération.

Le Brésil veut voir rapidement les résultats de l'économie solidaire. Mais comme le souligne Singer (2006, p.41) « la pauvreté et la misère nuisent beaucoup. Elles nuisent aux personnes victimes mais aussi à celles qui sont solidaires avec elles. L'économie solidaire c'est plus qu'éliminer la pauvreté, c'est une bonne solution qui doit rester. »

4 - Considérations Finales

Avec la diversité des réalités vécues au Brésil, il est facile de percevoir qu'il n'existe aucune sorte de théorie universelle dans le secteur de l'économie solidaire. La profondeur d'analyse afférente au sujet résulte du fait de pouvoir s'ajuster aux conditions extrêmement différentes que l'on retrouve dans les régions brésiliennes.

Au Brésil, nous percevons que la réalité de l'économie solidaire actuelle est plus dynamique dans certaines régions que dans d'autres. L'adoption de politiques transversales commence à être mise en œuvre au pays, comme une façon de réduire les niveaux de difficultés et aussi comme champs de médiation pour négocier les conflits devant les intérêts personnels qui surgissent.

Les sujets engagés dans la construction de l'économie solidaire au pays sont divers et de nouveaux propos émergent tout le temps ce qui cause des expériences qui sont encore embryonnaires dans le champ politique. Mais une chose est certaine, le

Brésil est un pays où nous percevons deux circuits distincts dans l'économie : un marqué par les entreprises capitalistes et l'autre par les entreprises solidaires.

Le Brésil ne va pas perdre son caractère de pays fortement marqué par ses contrastes. D'un côté, nous avons les innovations et de l'autre les difficultés. Mais ces mélanges composés de difficultés et d'innovations nourrissent l'espoir de beaucoup de Brésiliens : soit l'espoir de la construction d'alternatives à la pauvreté, soit la fortification de l'agriculture familiale, la régularisation agraire des questions indigènes et le développement territorial pour beaucoup de régions oubliées. Et surtout il y a l'espoir que l'économie solidaire ne soit pas perçue seulement comme une alternative, selon Pochmann (2006), mais comme quelque chose qui est capable « d'interroger le statut quo ».

5 – Bibliographies

ARAÚJO, Tania Bacelar, *Economia Solidaria como politica e estratégia de desenvolvimento (painel)*. *Anais da I Conferencia Nacional de Economia Solidaria*. Brasilia, 2006, 40-45p.

BEAUDRY, Raymond, DIONNE. « La permanence des communautés contre la mobilité des réseaux », dans l'ouvrage sous la direction de LÉVESKE, Benoît; KLEIN, J. L « Contre l'exclusion : repenser l'économie », Sillery : PUQ, Études d'économie politique, n 11, 1995, 267-286p.

COMEAU, Yvan, FAVREAU, Louis, LÉVESKE, Benoît; MENDELL, Margarine, « *Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières* », (Collection *Pratiques et politiques sociales*), PUQ, 2001, 302p.

DEMOUSTIER, Danielle. *L'économie sociale et solidaire*, Paris, Ed. La Découverte & Syros, 2001, 207p.

DEVELTERE, Patrick. « *Économie social et développement : les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement* », De Boeck & Larcier, Paris, Bruxelles, 1998. 171p.

DINIZ, Clélio Campolina. « *A questão regional e as políticas governamentais no Brasil* ». Centro planejamento e desenvolvimento regional da Universidade Federal de Minas Gerais, Minas Gerais, 2001, 19p.

FAVREAU, L; « *Économie sociale et développement local: des pratiques innovatrices au Sud* », dans l'ouvrage sous la direction de Fréchette, « *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale* », PUQ, 2002, 95-143p.

FRANÇA FILHO, Genauto (2005). « *L'économie populaire et solidaire au Brésil* », dans l'ouvrage sous la direction de Jean-Louis LAVILLE ; Jean-Philippe MAGNEN ; Genauto

C. FRANÇA FILHO ; Alzira MEDEIROS, « *Action publique et économie solidaire - Une perspective internationale* », Paris, Éres, 2005, 75-90p. 379p.

FRANÇA FILHO, Genauto (2002). « Terceiro Setor, economia social, economia solidaria e economia popular: traçando fronteiras conceituais ». *Revista Analise e Dados*, v.12, n.1, pp. 09-19. Salvador, Brasil.

EID, Farid, PIMENTEL, Andréa Heloisa. Solidary Economy: Challenges of cooperative agrarian reform in Brazil. *Journal of Rural Cooperation*, CIRCOM, Paris, França, v.29, n.2, p.141-152,2001.

GAIGER, Luiz Inacio (2005) « Économie solidaire et espace public – quelques remarques à propos du rôle des agentes médiateurs », dans l’ouvrage sous la direction de Jean-Louis LAVILLE ; Jean-Philippe MAGNEN ; Genauto C. FRANÇA FILHO ; Alzira MEDEIROS, « *Action publique et économie solidaire - Une perspective internationale* », Paris, Éres, pp.321-334. 379p.

GUÉRIN, Isabelle. « Femmes et économie : quels enjeux ? Pratiques économiques solidaires : entre résistance et justice sociale ». Texte présenté dans le chantier femmes et économie, septembre 2005. 20p.

ICAZA, Ana Mercedes Sarria (2005) « Politiques publiques et économie solidaire au Rio Grande do Sul », dans l’ouvrage sous la direction de Jean-Louis LAVILLE ; Jean-Philippe MAGNEN ; Genauto C. FRANÇA FILHO ; Alzira MEDEIROS, « *Action publique et économie solidaire - Une perspective internationale* », Paris, Éres, pp.244-257, 379p.

INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISTICA (IBGE). Base statistique consultable informatisée du gouvernement du Brésil, 2005. Site web: www.ibge.gov.br

LAVILLE, Jean-Louis. Fato Associativo e economia solidaria, dans *la Revue BAHIA ANÁLISE & DADOS*. Salvador, v. 12 n. 1 p. 25-34 Junh 2002.

MATTOS, Fernando A. “*A questão regional no Brasil*” (Instituto de Economia Unicamp). Publicação de ESTUDIO INTERDISCIPLINARIOS DE AMERICA LATINA Y EL CARIBE VOLUMEN 9 - Nº 2 JULIO – DICIEMBRE, 1998.

MINISTERIO DO TRABALHO E EMPREGO ET SECRETARIA NACIONAL DE ECONOMIA SOLIDARIA. Atlas da Economia Solidaria no Brasil, Brasilia, 2005. 59p.

NUNES, Christiane Girard Ferreira. “Réflexion autor de l’économie solidaire à Brasilia», dans l’ouvrage sous la direction de Jean-Louis LAVILLE ; Jean-Philippe MAGNEN ; Genauto C. FRANÇA FILHO ; Alzira MEDEIROS, « *Action publique et économie solidaire - Une perspective internationale* », Paris, Éres, pp.136-144, 379p.

PAIVA, Sílvia Maria Caldeira. “*Efetividade das políticas de redução das desigualdades sociais*”, Relatório Legislativo do Senado Federal, Brasília, 2001, 13p. Site web: www.senado.gov.br

PASTORE, José e SILVA, Nelson do Valle. *Mobilidade Social no Brasil*. São Paulo, MAKRON Books, 2000.

POCHMANN, Marcio. “Economia Solidaria como política e estratégia de desenvolvimento” (painel). Anais da I Conferencia Nacional de Economia Solidaria. Brasilia, 2006, 45-50p.

POLANYI, Karl. *The Great transformation*, Boston: Beacon press. New edition, 2001.

POLIGNANO, Marcus V. *Historia das politicas de saude no Brasil: uma pequena revisao*. Disponível em: www.medicina.ufmg.br/dmps/internato/saude_no_brasil.pdf.

RAPPORT DU FORUM BRÉSILIEEN D’ÉCONOMIE SOLIDAIRE (2006). Accessible sur le site du Forum Brésilien d’économie solidaires. Site : <http://www.fbes.org.br>

SAUCIER, Carol et N. THIVIERGE. Un portrait de l’économie sociale au Bas-Saint-Laurent, Université du Québec à Rimouski, Cahiers du GRIDEQ, 2000, 118p.

SINGER, Paul (2005). « Le secrétariat d’État au Brésil: de la société civile au gouvernement fédéral », dans l’ouvrage sous la direction de Jean-Louis LAVILLE ; Jean-Philippe MAGNEN ; Genauto C. FRANÇA FILHO ; Alzira MEDEIROS, « Action publique et économie solidaire - Une perspective internationale”, Érés. Paris, pp. 288-295, 379p.

SINGER, Paul. Economia Solidaria como política e estratégia de desenvolvimento (painel). Anais da I Conferencia Nacional de Economia Solidaria. Brasilia, 2006, 40-45p.

WANDERLEY, Maria de Nazareth B. Raízes históricas do campesinato brasileiro. In: TEDESCO, João Carlos (org) *Agricultura Familiar: realidades e perspectivas*. Passo Fundo: EDIUPF, 1999. p. 23-56.

SISTEMA NACIONAL DE INFORMAÇÕES EM ECONOMIA SOLIDARIA (SIES). Base consultable du gouvernement du Brésil (2005). Site : www.mte.gov.br

TREMBLAY, Pierre-André. « Évaluer L’économie sociale: l’importance de s’interroger sur ses fondements », l’ouvrage sous la direction de TREMBLAY, Marielle ; TREMBLAY ; Pierre-André ; TREMBLAY, Suzanne, «*Développement local, économie solidaire et démocratie* », PUQ, 2002, 237-248p.

VEIGA, José Eli. “*A dimensao rural do Brasil*”. Publicação do Instituto de Pesquisas Econômicas. Sao Paulo, 2004, 20p.